

La flexibilité du marché du travail peut-elle constituer un remède au chômage ?

Notice pédagogique

Niveau : terminale

Problématique

A la recherche de la rentabilité, les entreprises cherchent à améliorer leur productivité et leur compétitivité ; ceci ne suffit pourtant pas à nourrir la croissance et à lutter contre le chômage si, du fait de la faiblesse des revenus distribués et d'un manque de confiance dans l'avenir, la carence de la demande restreint les débouchés des producteurs.

I) Effets sur l'offre

A) Flexibilité des quantités

En permettant d'adapter le volume de main-d'œuvre à la demande, la flexibilité quantitative externe (formes particulières d'emploi) renforce la productivité, la compétitivité et la rentabilité des entreprises. Ainsi, leur marché s'élargit et l'investissement se développe. Par conséquent, la demande s'accroît et le chômage diminue.

De plus, en faisant l'hypothèse d'une demande inchangée, on peut imaginer que la réduction du temps de travail (R.T.T) permette de « partager » les emplois existants entre un plus grand nombre d'actifs, notamment de favoriser l'arrivée des jeunes.

B) Flexibilité des prix (coûts salariaux)

Puisque, selon les néoclassiques, et A.-C. Pigou en particulier, les entreprises n'embauchent un travailleur supplémentaire que si son coût salarial est inférieur ou égal à sa productivité (marginale), la flexibilité des salaires à la baisse et la réduction des cotisations sociales constituent un moyen de développer l'employabilité et de lutter contre le chômage classique (salaires au mérite, suppression des grilles indiciaires et du salaire minimal, emplois précaires moins rémunérés...). A l'ajustement par les quantités, il faut substituer l'ajustement par les prix.

En corollaire, la réduction du rôle de l'Etat-providence liée à l'allègement des charges sociales, par exemple la diminution des indemnités-chômage, assouplirait le comportement des travailleurs qui accepteraient plus facilement les emplois qu'on leur propose (diminution de la désincitation au travail, M. Friedman, théorie du *job search*).

La compression des coûts des entreprises améliore leur compétitivité, étend leurs débouchés et par conséquent leurs capacités d'embauche.

II) Effets sur la demande

A) Flexibilité des prix (coûts salariaux)

Au contraire, pour J.M. Keynes, le chômage conjoncturel provient d'une insuffisance de la demande, donc du pouvoir d'achat des consommateurs, et non de l'exigence de salaires excessifs (puisque les chefs d'entreprise peuvent toujours ajuster le salaire réel sur la productivité marginale en manipulant la progression des prix). La réduction de la part des salaires dans la valeur ajoutée déprime la demande

de consommation, et donc d'investissement. S'ensuit le ralentissement de la croissance et l'accélération du chômage (keynésien).

On en retient que, pour nourrir la demande, le pouvoir d'achat doit progresser au moins aussi rapidement que la productivité (ce qui n'est pas vérifié en France depuis le milieu des années quatre-vingt). Réciproquement, des salaires élevés stimulent la productivité (motivation, théorie du salaire d'efficience).

De plus, plutôt que réduire la rémunération potentielle des travailleurs dont la productivité est insuffisante, il serait préférable d'améliorer leur rendement par la formation afin de les rendre « employables » à un salaire décent (flexibilité des qualifications, réduction du chômage structurel).

B) Flexibilité des quantités.

La précarité attachée aux formes particulières d'emploi nourrit l'inquiétude de tous et par conséquent réduit la propension à consommer et la demande de logements, ce qui aggrave le chômage keynésien. La flexibilité quantitative interne (ou fonctionnelle) offre la souplesse nécessaire aux entreprises sans pour autant générer cette précarité.

Si elle est imposée, la R.T.T. apparaît comme une politique malthusienne, une répartition de la pénurie. Au mieux, l'augmentation de la demande de consommation des nouveaux embauchés compense la contraction de celle des travailleurs en place, « privés » de labeur et de revenus réels, alors qu'une stimulation de l'activité globale aurait permis de satisfaire les uns et les autres.

Conclusion

En améliorant la rentabilité et la compétitivité des entreprises (de l'offre), la levée des rigidités constitue un moyen de lutter contre le chômage classique, à condition toutefois d'être génératrice de gains de productivité et donc de hausses de pouvoir d'achat harmonieusement partagées de manière à soutenir la demande afin de juguler le chômage keynésien. La flexibilité des formations permettrait en outre de faire reculer le chômage structurel. L'espoir de s'approcher du plein emploi sous-entend une flexibilité dynamique qui nourrit la croissance, non le malthusianisme.